

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/40

17 avril 1998

(98-1549)

Comité du commerce et du développement

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL AUX MINISTRES DE L'OMC
CONCERNANT LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES
MESURES INTEGREES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT
DU COMMERCE DES PAYS LES MOINS AVANCES

Note du Secrétariat

Les participants à la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés ont recommandé qu'un rapport complet sur les résultats de la réunion, la suite qui y sera donnée et les annonces concernant la mise en oeuvre des mesures et des engagements autonomes en matière d'accès aux marchés en faveur des pays les moins avancés, soit établi par le Directeur général et présenté à la Conférence ministérielle de l'OMC en mai 1998.

Les délégations trouveront ci-joint, à titre d'information, le rapport du Directeur général qui sera distribué sous la cote WT/MIN(98)/-.

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTEGREES
EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
DES PAYS LES MOINS AVANCES

Résultats et suivi

Rapport du Directeur général

Introduction

1. Conformément au mandat contenu dans la Déclaration ministérielle de Singapour¹, la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés s'est tenue au siège de l'OMC les 27 et 28 octobre 1997. Dans une lettre datée du 10 décembre 1997, j'ai fait parvenir le rapport de la réunion à tous les Ministres de l'OMC. Je suis heureux de présenter pour l'information des Ministres mon rapport sur les mesures qui ont été prises depuis lors pour faire fond sur les résultats de la Réunion de haut niveau en faveur du commerce et des activités liées au commerce des pays les moins avancés.

2. Comme la suite à donner aux travaux entrepris à la Réunion de haut niveau est devenue prioritaire aujourd'hui, le rapport soulève un certain nombre de questions au sujet desquelles j'aimerais faire des observations.

3. La première concerne le programme d'activités de coopération et d'assistance techniques mis en oeuvre à l'intérieur du Cadre intégré. L'intérêt manifesté par un grand nombre de PMA qui souhaitent participer à cet exercice est très encourageant; je suis persuadé qu'en développant davantage notre partenariat avec eux, nous pourrions contribuer utilement à approfondir leur intégration dans le système commercial multilatéral. J'attache la plus haute importance à la réussite complète des activités menées par l'OMC dans ce domaine qui a pris beaucoup d'ampleur; les chefs de secrétariat des cinq autres organisations intergouvernementales qui ont participé avec l'OMC au lancement de cette initiative lors de la Réunion de haut niveau, à savoir la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, le FMI et le PNUD m'ont assuré que leur soutien et leur engagement seraient à la même hauteur.

¹Les Ministres ont dit ce qui suit dans cette déclaration:

"Nous restons préoccupés par les problèmes des pays les moins avancés et nous sommes convenus:

d'un Plan d'action, y compris de dispositions permettant de prendre des mesures positives, par exemple l'admission en franchise, sur une base autonome, visant à améliorer la capacité globale de ces pays de profiter des possibilités offertes par le système commercial;

de faire en sorte que le contenu du Plan d'action soit opérationnel, par exemple en améliorant les conditions concernant l'investissement et en offrant des conditions d'accès aux marchés prévisibles et favorables pour les produits des PMA, d'encourager l'expansion et la diversification des exportations de ces pays vers les marchés de tous les pays développés, et dans le cas des pays en développement concernés dans le contexte du Système global de préférences commerciales; et

d'organiser une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international le plus tôt possible en 1997, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés, pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux."

4. Je tiens à rendre hommage à l'excellent esprit de coopération qui anime le personnel des six organisations intéressées. Il explique le succès de la Réunion de haut niveau et il a continué de se manifester depuis, à l'occasion par exemple de la préparation d'autres programmes d'assistance technique intégrés pour les pays les moins avancés, que j'avais demandés. Jusqu'à présent, des programmes ont été mis au point avec 34 PMA et des mesures sont en train d'être prises pour les mettre en oeuvre et les rendre opérationnels et, au besoin, pour les financer; cinq autres sont en cours de préparation. Les six organisations sont convenues que leur coopération se poursuivrait au sein d'un groupe de travail interorganisations qui sera chargé de gérer le programme d'activités prévu à l'intérieur du Cadre intégré. Il s'agit d'un effort de collaboration auquel tous les organismes continueront de participer en tant que partenaires à part entière; je tiens à vous assurer que l'OMC continuera de contribuer en apportant à l'entreprise non seulement ses connaissances techniques particulières, mais aussi l'engagement et le leadership dont elle a fait preuve jusqu'ici. A cette fin, j'ai décidé de créer au sein de la Division de la coopération technique et de la formation du Secrétariat de l'OMC un poste d'administrateur; celui-ci s'occupera des besoins des pays les moins avancés en matière d'assistance technique et sera chargé avant tout de coordonner la contribution de l'OMC au Cadre intégré.

5. En outre, les six organisations sont convenues qu'une petite unité administrative devrait être établie au sein du CCI pour s'occuper des affaires courantes ainsi que des réunions du Groupe de travail interorganisations. Je tiens à remercier M. Denis Bélisle, Directeur exécutif du CCI, qui a accepté d'être responsable de cette unité. Les détails concernant sa dotation en personnel font actuellement l'objet de discussions entre MM. Ricupero, Bélisle et moi-même. Une fois que nous aurons convenu d'une formule appropriée, nous soumettrons à nos organes directeurs respectifs une proposition concernant les arrangements financiers nécessaires pour la dotation en personnel de cette unité. J'espère que les Membres de l'OMC lui réserveront un bon accueil.

6. Depuis l'adoption du Cadre intégré, le personnel de l'OMC est beaucoup plus sollicité qu'auparavant et les besoins liés au financement des activités d'assistance technique additionnelles qui sont offertes aux pays les moins avancés ont considérablement augmenté. Actuellement, plus de 80 pour cent des activités d'assistance technique du Secrétariat de l'OMC sont financées au moyen de ressources extrabudgétaires, grâce à des fonds d'affectation spéciale qui ont été créés à cette fin par un certain nombre de Membres. Je tiens à rendre hommage à ces Membres, sans la générosité desquels les activités d'assistance technique de l'OMC devraient être réduites de manière très importante. Cependant, je ne crois pas que le maintien de l'arrangement financier actuel soit souhaitable ni soutenable à moyen terme. Des consultations se déroulent actuellement dans le cadre du Comité du commerce et du développement ainsi qu'au sein du Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC pour trouver le meilleur moyen d'asseoir sur une base plus solide le financement de l'assistance technique offerte par l'OMC, y compris de l'assistance technique offerte aux pays les moins avancés à l'intérieur du Cadre intégré. Je tiens à exprimer l'espoir que les Membres de l'OMC accueilleront favorablement les propositions qui feront suite à ces consultations. Si les Membres de l'OMC ne s'engagent pas résolument à inscrire au budget des crédits pour financer comme il se doit les besoins de plus en plus grands dans le domaine de l'assistance technique, l'objectif essentiel que représente la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay pourrait être sérieusement remis en question.

7. Le deuxième point sur lequel j'aimerais attirer l'attention des Ministres a trait à l'objectif consistant à améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays les moins avancés, qui est inscrit dans la Décision issue du Cycle d'Uruguay sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, et il concerne le Plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés, qui a été adopté en décembre 1996 à la Conférence ministérielle de Singapour. En juillet 1997, j'ai écrit à tous les Ministres de l'OMC pour les exhorter à exposer le fruit de leurs réflexions sur cette question à l'occasion de la Réunion de haut niveau d'octobre 1997. Dans la déclaration que j'ai faite lors de cette réunion, j'ai souligné le fait que les pays les moins avancés étaient à l'origine, collectivement, de 0,4 pour cent seulement de l'ensemble

des exportations mondiales, chiffre révélateur à la fois de la marginalisation de ces pays dans l'économie mondiale et de l'insignifiance de la menace que leur concurrence présenterait, selon certains, pour les intérêts des producteurs établis dans la plupart des pays Membres de l'OMC. La réponse qui nous a été donnée à la Réunion de haut niveau n'était pas décourageante, mais je continue néanmoins à avoir le sentiment qu'on pourrait faire beaucoup plus dans ce domaine. Je félicite les Membres qui ont annoncé officiellement à la Réunion de haut niveau qu'ils avaient l'intention d'améliorer, à titre autonome, les conditions d'accès dont bénéficient les exportations des pays les moins avancés sur leurs marchés et je voudrais les encourager à présenter dès que possible à l'OMC les notifications concernant les mesures spécifiques qu'ils ont prises à cet égard. J'aimerais aussi demander de nouveau aux autres Membres de l'OMC de revoir leur position à ce sujet et de réexaminer la question de savoir s'ils ne seraient pas eux aussi en mesure d'apporter leur contribution. Je crois fermement que le système multilatéral sortira renforcé d'une action de plus grande envergure dans ce domaine. J'estime qu'il serait opportun, en prévision de la troisième Conférence ministérielle, d'envisager l'inclusion de l'objectif consistant à lever tous les obstacles tarifaires en ce qui concerne les pays les moins avancés, de manière à ce qu'il soit réalisé sur une base prioritaire dans le cadre des négociations qui débiteront en l'an 2000. Il serait important que non seulement les pays développés, mais aussi les pays en développement les plus dynamiques, souscrivent à cet objectif ainsi qu'au principe de consolider cette libéralisation dans le cadre de l'OMC.

8. Enfin, je tiens à souligner l'importance que j'attache aux activités qui sont entreprises par l'OMC pour faire profiter les pays les moins avancés des avantages que peuvent apporter aujourd'hui les technologies de l'information. L'économie mondiale est entrée dans une ère nouvelle où l'information et les technologies de l'information ne sont plus le seul apanage des riches, mais des facteurs-clés de production pour tous les Membres de l'OMC. Nous vivons à une époque où les avantages liés à la diffusion universelle d'une nouvelle technologie n'ont jamais été aussi grands, alors même que le prix de l'exclusion n'a jamais été aussi élevé. L'"ère de l'information" donne aux pays les moins avancés une occasion extrêmement importante de prendre part aux activités de l'OMC de manière mieux informée, plus active et moins coûteuse tout en ayant un plus grand sentiment d'appartenance, du fait qu'ils ont accès aux bases de données et au Secrétariat de l'OMC et qu'ils peuvent communiquer directement avec d'autres Membres de l'OMC. Je me suis engagé à faire en sorte que les ministères du commerce des pays les moins avancés soient équipés comme il se doit d'ici la fin de l'année pour tirer parti de cette nouvelle possibilité et que le Secrétariat de l'OMC soit pleinement en mesure de répondre à leurs besoins dans ce domaine; un service centralisé d'assistance électronique (referencecentre@wto.org) a été mis sur pied au Secrétariat de l'OMC pour répondre aux demandes des pays les moins avancés. J'exhorte tous les autres Membres de l'OMC à emboîter le pas et à prêter leur concours pour faire en sorte que les pays les moins avancés profitent pleinement de cette nouvelle révolution technologique captivante sans être laissés en marge du progrès.

9. C'est avec plaisir que j'expose dans le détail ci-après les résultats et le suivi de la Réunion de haut niveau organisée à l'intention des pays les moins avancés.

Résultats de la Réunion de haut niveau

10. Le rapport de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés est reproduit dans le document WT/LDC/HL/23. Les notes relatives au déroulement de cette réunion sont reproduites dans les documents WT/LDC/HL/M/1 et Add.1.

Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce

11. Les participants à la Réunion de haut niveau ont avalisé le *Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce* (WT/LDC/HL/1/Rev.1). Le Président de la réunion, M. le Ministre Jan Pronk des Pays-Bas, a suggéré que les participants recommandent aux cinq autres organisations intergouvernementales associées, avec l'OMC, au Cadre intégré (Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI et PNUD) de demander à leurs organes directeurs respectifs d'approuver leur participation et contribution à ce cadre intégré, conformément à leurs propres procédures et mandats. L'OMC a reçu à cet égard les renseignements ci-après. Le Conseil d'administration du PNUD/FNUAP a approuvé le Cadre intégré à la session qu'il a tenue du 19 au 26 janvier 1998. Quant au Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, il l'a approuvé à sa session du 16 février 1998. La participation du CCI au programme est garantie *ipso facto* étant donné qu'il s'agit d'un organe subsidiaire commun de l'OMC et de l'ONU, cette dernière exerçant ses fonctions par l'intermédiaire de la CNUCED. Les fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale ont informé leurs conseils d'administration respectifs des résultats de la Réunion de haut niveau et de leur intention de participer à l'application du Cadre intégré. Le 23 mars 1998, les fonctionnaires de la Banque mondiale ont présenté un exposé technique sur le Cadre intégré au Conseil d'administration, lequel a prévu d'examiner ledit cadre, y compris la question de l'approbation formelle de la participation de la Banque, le 5 mai.

12. A ce jour, les 39 pays les moins avancés ci-après participent à l'exercice mené en application du Cadre intégré: Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Iles Salomon, Laos, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Vanuatu et Zambie.

13. Dans une première étape, le Cadre intégré prévoit que chacun des pays les moins avancés établit une évaluation de ses besoins en matière d'assistance technique liée au commerce. Si les pays en font la demande, les six organisations intergouvernementales intéressées les aident dans cette tâche. Des fonctionnaires de l'OMC ont effectué huit missions de ce type, dont plusieurs conjointement avec des fonctionnaires d'autres organisations. Dès qu'une évaluation complète est communiquée, les six organisations se concertent pour établir un programme provisoire d'assistance technique liée au commerce qui réponde aux besoins identifiés. Ce programme est examiné avec le PMA concerné avant de faire l'objet d'un accord. A ce jour, cet exercice a été effectué pour 34 des pays les moins avancés susmentionnés. Les résultats ont été publiés dans la série de documents WT/COM/IF/-. La prochaine réunion interorganisations destinée à examiner les évaluations des besoins des pays les moins avancés qui ne l'ont pas encore été aura lieu en juin au siège du PNUD à New York.

14. En application des engagements du Secrétariat de l'OMC au titre de cette étape du Cadre intégré, un stage de politique commerciale de trois semaines se tient en ce moment à Genève à l'intention de fonctionnaires provenant de PMA anglophones; un stage similaire sera organisé à Turin (Italie), en septembre/octobre 1998, pour les pays francophones. Ces stages ont pour objectif de familiariser les participants avec le système de l'OMC et ses règles et de les former aux techniques utilisées pour les négociations commerciales multilatérales. Huit séminaires régionaux spécialisés ont également été organisés, dont trois conjointement avec la Banque mondiale, pour examiner en profondeur les Accords de l'OMC. Treize séminaires/ateliers ont été ou seront organisés dans différents PMA au cours du premier semestre de 1998 avec, pour quatre d'entre eux, la participation du CCI et du PNUD. En outre, plusieurs missions techniques ont été menées pendant cette période; une portait sur les services financiers et quatre visaient à aider les pays les moins avancés à s'acquitter de leurs obligations concernant la mise en oeuvre des Accords de l'OMC.

15. Au cours de l'étape suivante, la portée de l'exercice est étendue pour permettre aux pays les moins avancés d'obtenir une aide plus importante que celle que les six organisations peuvent leur offrir afin de répondre à leurs besoins en matière d'assistance technique et de coopération liées au commerce. Chacun des pays les moins avancés, en collaboration avec ses partenaires multilatéraux, régionaux et bilatéraux en matière de développement, examine l'évaluation de ses besoins en matière d'assistance technique liée au commerce et élabore un programme concret d'assistance technique visant à répondre à ces besoins. Pour finir, le PMA fixe la date d'une table ronde sur le commerce, généralement dans le contexte d'une réunion de groupe consultatif de la Banque mondiale ou d'une table ronde du PNUD. Cette table ronde permettra aux partenaires du PMA en matière de développement d'approuver un programme d'activités d'assistance technique liée au commerce portant sur plusieurs années, de désigner des organismes de mise en oeuvre/d'exécution, et de faire part de leur désir de financer et/ou de fournir une assistance et des compétences techniques pour aider à la réalisation de certains éléments du programme. Le PNUD et la Banque mondiale sont bien placés pour aider les PMA à ce stade, étant donné qu'ils ont une grande expérience de l'organisation de tables rondes et de réunions de groupe consultatif et qu'ils disposent de bureaux extérieurs dans la plupart de ces pays. A ce jour, sept PMA ont informé les organisations qu'ils souhaitaient programmer une table ronde sur le commerce en application du Cadre intégré et certains ont déjà demandé au PNUD ou à la Banque mondiale de les aider à la préparer.

16. Afin que les activités menées à l'intérieur du Cadre intégré soient couronnées de succès à moyen terme, les six organisations ont conclu un accord visant à renforcer la coordination existante par l'établissement d'un groupe de travail interorganisations, composé de fonctionnaires provenant de chacune des six organisations intéressées qui seront chargés de coordonner la contribution de chacune au Cadre intégré. Le Groupe de travail continuera à se réunir régulièrement afin de maintenir la collaboration interorganisations, de gérer le programme d'activités prévu au titre du Cadre intégré, de procéder à l'examen du fonctionnement dudit cadre, qui doit normalement avoir lieu deux ans après son approbation, ainsi que pour définir et exécuter toute autre tâche liée à ce fonctionnement. Avec l'aide des cinq autres organisations, le Secrétariat de l'OMC continuera à présider les réunions de ce groupe de travail. Au vu des travaux du groupe, chacune des six organisations informera son organe directeur, s'il y a lieu, des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Cadre intégré.

17. A ce jour, le processus de coordination interorganisations a été entièrement géré par le Secrétariat de l'OMC. A la place de cet arrangement *ad hoc*, une petite unité administrative sera établie, dans les locaux du CCI, pour expédier les affaires courantes et assurer le secrétariat des réunions du Groupe de travail interorganisations. Sous l'égide dudit groupe, cette unité administrative entreprendra les tâches qu'il pourra lui assigner, afin de veiller à ce que toutes les activités et les objectifs inscrits dans le Cadre intégré soient effectivement réalisés. Il s'agira, par exemple, d'exploiter une base de données relative à l'assistance technique liée au commerce qui est destinée aux PMA et de communiquer des renseignements sur la mise en oeuvre du Cadre intégré.

18. Un certain nombre d'autres organisations intergouvernementales, en particulier le Secrétariat du Commonwealth, le Fonds commun pour les produits de base, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies, le Secrétariat du Forum, la FAO, la Banque islamique de développement, l'ONUDI et l'Organisation mondiale des douanes, ont fait savoir qu'elles souhaitaient prendre part, avec les six organisations faitières et les pays les moins avancés, aux activités s'inscrivant dans le Cadre intégré. Une collaboration plus étroite avec ces organisations sera possible au moment de la préparation des programmes concrets d'assistance technique liée au commerce destinés à chacun des pays les moins avancés.

Accès aux marchés

19. A la Réunion de haut niveau, les Membres de l'OMC ont été invités à annoncer les mesures autonomes qu'ils prendraient pour améliorer l'accès aux marchés des importations en provenance des pays les moins avancés et à en notifier les détails aux secrétariats de l'OMC et de la CNUCED dès que possible. Les réponses des délégations sont reproduites dans la Note sur la réunion (WT/LDC/HL/M/1).

20. Depuis la Réunion de haut niveau, le Secrétariat de l'OMC a reçu deux communications. La première envoyée par le gouvernement turc indique que, conformément à la déclaration de la Turquie à la réunion, des droits de douane préférentiels supplémentaires sont appliqués au niveau à 12 chiffres depuis le 1er janvier 1998 à quelque 250 produits originaires des pays les moins avancés (WT/COMTD/W/39). La deuxième, de la Commission des Communautés européennes, signale que, conformément aux engagements pris par la CE lors de la réunion, les pays les moins avancés non ACP bénéficient depuis le 1er janvier 1998 de droits nuls pour un grand nombre de produits industriels qui étaient auparavant exclus du schéma SGP, ainsi que de réductions tarifaires semblables aux préférences ACP, pour les produits agricoles, qui étaient aussi exclus auparavant du SGP (WT/COMTD/W/41). Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des exportations des pays les moins avancés entrent désormais sur le marché de l'UE en franchise de droits.

Recommandations des tables rondes thématiques

21. A la demande du Président de la Réunion de haut niveau, le Directeur général a transmis les recommandations des deux tables rondes thématiques organisées à l'occasion de la réunion aux organisations intergouvernementales compétentes ainsi qu'aux gouvernements des pays les moins avancés et à leurs partenaires pour le développement et le commerce, afin qu'ils les examinent.

22. Deux recommandations avaient directement trait aux travaux de l'OMC.

- a) Redoubler d'efforts pour aider les pays les moins avancés qui ont engagé le processus d'accession

Depuis la Réunion de haut niveau, le Laos a demandé à accéder à l'OMC, portant ainsi à cinq le nombre de pays les moins avancés ayant engagé le processus d'accession (Cambodge, Népal, Soudan et Vanuatu). En outre, en ce qui concerne le statut d'observateur, le Conseil général l'a accordé à l'Ethiopie (octobre 1997) et au Cap-Vert (février 1998), et il examinera la demande du Bouthan à sa réunion d'avril. Etant donné que l'accession à l'OMC implique un processus complexe de négociation entre le pays demandant l'accession et les Membres de l'OMC, des efforts sont déployés pour aider les pays les moins avancés qui ont présenté une telle demande. Le Secrétariat, en coopération avec les Membres de l'OMC, a pris des mesures pour simplifier le plus possible leur processus d'accession. Un objectif fondamental consiste à faire en sorte que la majeure partie des travaux soient effectués entre les réunions du groupe de travail, de manière à réduire le nombre de ces réunions au strict minimum. A cette fin, il a fallu veiller à ce que la documentation nécessaire soit conforme aux exigences pour qu'un accord sur les conditions d'entrée puisse être trouvé aussi vite que possible. Parallèlement, on s'est efforcé tout particulièrement d'accélérer les négociations bilatérales en matière d'accès aux marchés par la présentation et la négociation anticipées des offres de ces gouvernements. Sur ces deux points, le Secrétariat a fourni une assistance technique ciblée à ces pays dès le début de leur processus d'accession.

Allant au-delà des besoins spécifiques liés au processus d'accession, le Secrétariat fournit à ces pays une aide de plus en plus importante dans des domaines tels que la rédaction de lois intéressant l'OMC et la mise en place des éléments de politique commerciale dont ils auront besoin pour défendre leurs intérêts commerciaux à l'OMC après leur accession.

- b) Donner la priorité aux demandes des pays les moins avancés concernant un examen de leur politique commerciale et les aider à s'y préparer

En vertu de l'Accord sur le Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les pays les moins avancés font l'objet d'un examen tous les six ans ou à intervalles plus longs. Des examens ont été effectués, ou sont inscrits au programme de 1998, pour dix des 29 pays les moins avancés Membres de l'OMC: Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Guinée, Iles Salomon, Lesotho, Mali, Ouganda, Togo et Zambie. En 1998, les examens des politiques commerciales du Burkina Faso et du Mali, d'une part, et de la Guinée et du Togo, d'autre part, seront groupés pour les réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales; l'examen du Lesotho a été effectué en avril 1998 avec celui des autres membres de l'Union douanière d'Afrique australe. L'Organe d'examen des politiques commerciales, dans son rapport de 1997 au Conseil général, a observé que de nouvelles demandes d'examen avaient déjà été présentées par des PMA à la suite de la Réunion de haut niveau et que d'autres suivraient sûrement.

Technologies de l'information au service des projets de développement dans les pays les moins avancés

23. Le Directeur général a fourni aux participants à la Réunion de haut niveau des renseignements sur les nouvelles technologies de l'information que l'OMC exploite en partenariat avec la Banque mondiale; il s'est engagé à ce que l'OMC fournisse aux fonctionnaires des pays les moins avancés Membres de l'OMC les ordinateurs, l'équipement et le savoir-faire dont ils ont besoin pour avoir accès aux renseignements disponibles sur le site Internet de l'OMC, cela avant la fin de 1998. Cet engagement a été pris dans le cadre du Projet de l'OMC relatif à l'emploi de l'informatique au service du développement, qui vise à aider les pays les moins avancés et les autres pays en développement à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Certaines de ces activités sont menées dans les capitales des pays concernés: l'OMC fournit une aide pour l'établissement et l'exploitation de centres de référence de l'OMC dans les ministères du commerce. D'autres activités consistent à mettre au point une documentation sur l'OMC et le système commercial multilatéral à laquelle les fonctionnaires chargés des questions commerciales pourront avoir accès par Internet et sur CD-ROM. L'OMC a également mis en place un service d'assistance électronique (referencecentre@wto.org), qui canalise les questions adressées à l'OMC par les ministères du commerce des pays les moins avancés en veillant à ce qu'on réponde à chacune. L'utilisation de ce service de courrier électronique est expliquée dans le cadre des activités de formation menées par la Division de la coopération technique et de la formation, et un module sur l'envoi de notifications par courrier électronique fera partie du séminaire général sur les obligations de notification qui sera organisé à la fin de 1998.

24. Ces activités, qui répondent aux évaluations des besoins des pays les moins avancés, sont menées par l'OMC en application du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce. Le programme a débuté en 1997. D'ici à la fin d'avril 1998, l'OMC aura fourni une aide pour l'établissement de centres de référence dans 22 PMA. D'ici à la fin de 1998, elle aura répondu aux besoins de tous les pays les moins avancés qui sont Membres de l'OMC ou qui y ont le statut d'observateur.

25. Le Projet Technologies de l'information pour le développement (ITD) est une initiative parallèle qui vise à mettre au point une documentation et du matériel de formation en matière de commerce qui soient accessibles aux pays les moins avancés Membres de l'OMC par Internet ou sur d'autres supports électroniques, notamment des CD-ROM et des disquettes. Ce projet est mené conjointement par l'OMC et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale.